

Répondre à Donald Trump par un projet démocratique populaire pour le Canada

jeudi 13 février 2025, par [NELSON Marcel](#) (Date de rédaction antérieure : 11 février 2025).

Un appel à la gauche canadienne pour qu'elle relève le défi de construire un projet démocratique populaire viable à l'échelle nationale, La réaction fracturée et contradictoire des élites politiques et économiques canadiennes à la décision de Donald Trump d'imposer des droits de douane de 25 % sur les importations canadiennes et de faire du Canada le 51^e État des États-Unis a révélé la faiblesse du tissu social du pays. Les liens ténus qui unissaient autrefois les différentes nations, régions et provinces du Canada, et qui lui donnaient une certaine cohérence, ont été effilochés par des décennies de réformes néolibérales.

À une certaine époque, par exemple, les élites canadiennes pouvaient se targuer d'un système de soins de santé universel relativement robuste comme source de légitimité nationale et, incidemment, comme point de différenciation par rapport aux États-Unis. Aujourd'hui, nous voyons des systèmes de soins de santé partout au pays poussés au bord de l'effondrement, prêts à être privatisés et livrés aux géants du Canada.

Superficiellement, cette faiblesse a été confirmée par un [récent sondage](#) qui indiquait un déclin général de l'« attachement profond » et de la « fierté » au Canada. Fait intéressant, l'étude a également révélé que les Canadiens plus âgés et plus riches étaient plus susceptibles de professer leur fierté à l'égard du Canada, tandis que l'inverse était vrai pour les Canadiens plus pauvres et plus jeunes. Cela met en évidence le fait qu'un plus grand nombre de Canadiens se sentent exclus de la communauté nationale et que ce sentiment a une dimension de classe sociale visible ainsi qu'une dimension générationnelle interdépendante.

Les difficultés que rencontrent les partis politiques au pouvoir au Canada et ses élites économiques pour tenter de bricoler une réponse aux différentes menaces de Trump, après avoir tenté de l'amadouer par des concessions, suggèrent qu'ils n'ont pas les ressources hégémoniques nationales pour affronter ses menaces de front de manière [unifiée](#) et cohérente. Cela peut être contrasté avec la [réponse](#) beaucoup plus conflictuelle du Mexique contre toute politique punitive promulguée par l'administration Trump. Le Mexique, soit dit en passant, est dirigé par une présidente de gauche, Claudia Scheinbaum, qui bénéficie d'un solide soutien de l'ensemble des classes populaires de ce pays.

Quoi qu'il en soit, les défis et les contradictions auxquels les élites canadiennes seront confrontées en tentant d'apaiser ou de confronter Trump dans les semaines, les mois et les années à venir offriront des opportunités aux progressistes canadiens, y compris aux socialistes. Il ouvrira un espace pour l'articulation d'un projet démocratique populaire à l'échelle nationale en opposition à la domination américaine croissante ainsi qu'aux [élites](#) politiques et économiques dociles du Canada.

S'engager dans un tel projet pourrait, bien sûr, générer un malaise chez les socialistes canadiens, car il mettrait en lumière la question du nationalisme, et les socialistes ont historiquement eu une

relation ambivalente, voire antagoniste, avec la nation et le nationalisme. Le nationalisme est perçu comme allant à l'encontre de l'engagement du socialisme en faveur de l'internationalisme et de la solidarité de la classe ouvrière au-delà des frontières. De plus, les conceptions de l'élite du nationalisme canadien ont en fait contredit les valeurs socialistes. D'une part, le nationalisme canadien multiculturel moderne articulé par Trudeau père dans les années 1970, qui prédominait jusqu'à récemment, cherchait à rendre invisible le projet colonial de peuplement du pays, à subvertir les revendications québécoises à l'autodétermination et à subsumer la lutte des classes en centrant le citoyen individuel. De plus, les manifestations du convoi de 2022 ont revigoré le principal concurrent du nationalisme multiculturel : les conceptions plus régressives de la nation canadienne, alimentées par des théories du complot et une haine obsessionnelle de Trudeau fils. Dans certains cas, elle se manifeste paradoxalement par une allégeance à Trump. Ce sont ces variantes plus réactionnaires du nationalisme qui semblent bénéficier de l'aliénation croissante de cette dernière forme, comme en témoigne le soutien croissant au Parti conservateur de Pierre Poilievre parmi les [électeurs plus jeunes](#) et [de la classe ouvrière](#).

Malgré ces développements, le Canada demeure une entité politique importante, et les socialistes canadiens se rendraient service, ainsi qu'à la gauche internationale en général, en laissant son terrain incontesté. La catastrophe climatique qui se déroule, les inégalités croissantes, la désintégration du filet de sécurité sociale du pays et la montée de forces politiques profondément réactionnaires mais de plus en plus viables au pays et à l'étranger font en sorte qu'il est impératif pour les socialistes canadiens d'élaborer des stratégies pour commencer à défier de manière substantielle les élites canadiennes à l'échelle nationale. Cela soulève néanmoins la question de savoir si un projet démocratique populaire à l'échelle nationale doit être articulé en termes explicitement nationalistes de gauche qui rivalisent avec les variantes multiculturelles et réactionnaires du nationalisme canadien pour ses symboles. Bien que la concurrence pour des symboles concrets tels que le drapeau et des notions de bon sens telles que la « décence canadienne » puisse aider à rallier des forces sociales plus centristes et même de gauche - dans le mouvement syndical, par exemple - à un projet démocratique populaire, ces mêmes symboles et tropes ont également été utilisés pour opprimer et réduire au silence d'autres forces sociales.

Au risque d'éluder ce dilemme, il est peut-être préférable de ne pas prédéterminer le degré d'intégration des symboles nationaux existants dans un projet démocratique populaire renouvelé. La meilleure façon de résoudre ces questions est de le faire dans la pratique. Il est toutefois utile de trouver des principes et des critères dans les écrits plus journalistiques de Karl Marx et de Friedrich Engels sur le nationalisme qui pourraient aider à orienter la gauche et à négocier ce dilemme dans l'élaboration d'un projet démocratique populaire. En examinant si les mouvements nationalistes de leur époque méritaient d'être soutenus, ils ont évalué dans quelle mesure ces mouvements articulaient des positions de réciprocité internationale entre les nations ainsi que leur engagement envers des programmes de réforme sociale. À la lumière de ces deux critères, un projet démocratique populaire renouvelé devrait s'aligner sur les revendications autochtones et québécoises d'autodétermination, tout comme il devrait défier l'impérialisme canadien à l'étranger. De plus, il devrait au moins chercher à améliorer les conditions sociales et à élargir qualitativement la participation politique.

Principes directeurs pour l'élaboration d'un projet démocratique populaire

L'une des faiblesses attribuées à la gauche socialiste a été son incapacité à comprendre pleinement et à lutter contre les forces politiques nationalistes. Cette faiblesse a été attribuée en partie à [l'affirmation souvent répétée](#) que Marx et Engels n'ont pas réussi à développer une conception satisfaisante de la nation et du nationalisme. En effet, certains de leurs écrits suggèrent que la nation et le sentiment d'appartenance nationale se dissiperait avec l'intégration et la modernisation des marchés mondiaux ainsi que l'avancée de la lutte des classes. Ce qui est souvent

négligé lorsque l'on discute de cette question, cependant, ce sont leurs comptes rendus plus journalistiques et donc stratégiquement prescriptifs du nationalisme. En effet, Mike Davis a soutenu que ces articles constituent leur « [théorie perdue](#) » du nationalisme. Pris dans leur ensemble, ces écrits peuvent fournir des indications sur la façon de commencer à articuler un projet politique démocratique populaire national, sinon nécessairement nationaliste, qui peut être mis en contraste avec les récits plus exclusifs et chauvins actuellement proposés.

Dans ses [Nationalismes réellement existants](#), Erica Benner explique que dans leurs articles journalistiques écrits dans un registre stratégique, Marx et Engels n'ont pas mis en avant une conception substantielle et historique de la nation. Il s'agissait plutôt d'une médiatisation et d'une orientation vers l'avenir, dans laquelle différentes classes sociales rivalisaient pour transmettre leurs propres aspirations à la nation. Par conséquent, pour eux, la nation elle-même pourrait être imprégnée d'aspirations démocratiques populaires tout comme elle pourrait être imprégnée d'aspirations machistes. Il est important de noter, selon Benner, qu'ils insistaient également sur le fait que les conceptions démocratiques populaires de la nation ne pouvaient pas être voulues par des idées. Au lieu de cela, les partisans d'une telle conception devaient affronter un terrain façonné par les rapports de force du capitalisme qui étaient favorables aux conceptions étatistes et/ou chauvines de la nation concordant avec les intérêts des classes dominantes, qu'elles soient bourgeoises ou aristocratiques. Par conséquent, pour affronter les conceptions réactionnaires de la nation, il fallait défier et travailler sur les relations de pouvoir, les arrangements politiques et les symboles existants.

De plus, Marx et Engels ont mis l'accent sur la dimension relationnelle et internationaliste des conceptions démocratiques populaires de la lutte nationale. Dans le [Manifeste communiste](#), ils soutenaient que « la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est d'abord une lutte nationale. Le prolétariat de chaque pays doit, bien entendu, régler d'abord les choses avec sa propre bourgeoisie. Ils insistaient néanmoins sur le fait que les fins de telles luttes n'avaient pas besoin d'être étroitement nationalistes.

Étant donné que le capitalisme opère à l'échelle internationale à l'intérieur et au-delà des frontières nationales, la lutte des classes dans un État aurait un impact sur les luttes dans d'autres. Par exemple, dans un [discours](#) prononcé devant des chartistes anglais sur l'insurrection polonaise de 1830 contre l'Empire russe, Marx a expliqué que « la Pologne doit être libérée non pas en Pologne mais en Angleterre. C'est pourquoi vous, chartistes, ne devez pas vous contenter d'exprimer des vœux pieux pour la libération des nations. Vainquez vos propres ennemis intérieurs et vous pourrez alors vous enorgueillir d'avoir vaincu toute l'ancienne société. Il s'agissait donc d'un compte rendu relationnel qui mettait l'accent sur l'interrelation entre l'exploitation de classe et la domination nationale dans l'économie capitaliste mondiale.

Il y avait bien sûr beaucoup de lacunes dans ce que Marx et Engels ont écrit sur la nation et le nationalisme, que je n'aborderai pas ici. Malgré ces limites, cependant, des critères utiles pour évaluer et construire des mouvements politiques contemporains peuvent être dégagés de leurs écrits sur la question nationale. Pour Benner, l'un de ces critères est la réciprocité internationale. Pour être clair, ils se référaient généralement à l'oppression de certaines nations par d'autres au sein d'entités souveraines uniques, qu'il s'agisse d'empires ou d'États, même si, pour eux, le concept de réciprocité ne s'arrêtait pas aux frontières de ces entités. À un niveau très fondamental, Marx et Engels soutenaient que l'oppression d'une nation par une autre était due aux relations sociales capitalistes internes d'une formation sociale. L'oppression nationale en tant que telle n'était pas due à une volonté abstraite de domination, mais plutôt à des relations de classe qui poussaient structurellement certaines nations à en opprimer d'autres et rendaient d'autres nations vulnérables à l'oppression. Ils ont en outre soutenu que l'oppression nationale était importante pour contribuer au pouvoir des régimes réactionnaires dans les nations oppressives en fournissant à ces régimes de la plus-value, d'une part, mais aussi en les ancrant dans des alliances internationales composées de

forces sociales réactionnaires. Ces forces sociales, selon eux, pourraient ainsi se soutenir mutuellement pour écraser les mouvements qui cherchaient à lutter contre l'exploitation de classe dans les nations oppressives et/ou à résister à l'oppression nationale. C'est pourquoi Engels a affirmé qu'une « nation ne peut pas devenir libre et en même temps continuer à opprimer les autres nations ». Ils ont donc évalué les causes nationalistes sur la base de savoir si elles cherchaient à libérer tous les peuples de l'exploitation de classe et de toutes les formes d'oppression, y compris l'oppression nationale, ou si elles étaient plus étroitement axées sur l'affirmation de conceptions exclusives de la nation ainsi que sur l'indépendance purement formelle.

Un deuxième critère que l'on peut distiller des écrits de Marx et d'Engels, selon Benner, est la réforme sociale. Étant donné que les racines structurelles de l'oppression nationale se trouvent dans les divisions de classe générées par le capitalisme, l'oppression nationale et l'exploitation de classe ne pourraient pas prendre fin sans s'attaquer à ces mêmes divisions. Par exemple, pour Marx et Engels, la libération nationale n'était pas seulement une question d'expulser les oppresseurs nationaux, mais aussi une question de transformer les conditions mêmes qui poussent à l'oppression nationale en premier lieu. Bien que l'expulsion des oppresseurs nationaux soit un objectif louable en soi, l'indépendance formelle n'impliquait pas automatiquement la liberté totale de l'oppression et de l'exploitation tant que les relations sociales capitalistes restaient en place. De plus, la persistance de ces relations rendrait une nation vulnérable à une oppression future. Pour eux, la modification de ces conditions impliquait donc une transformation sociale à la fois dans les États oppresseurs et opprimés en améliorant les conditions sociales et en élargissant la participation politique. De plus, l'articulation d'un projet réformiste en tant que programme intermédiaire pourrait aider un tel projet à recueillir une large base de soutien parmi les forces sociales telles que les syndicats et les mouvements sociaux, ainsi qu'à développer des alliances internationales avec des mouvements partageant les mêmes idées dans le cadre d'un programme de transition visant à une transformation économique et sociale substantielle.

Réciprocité internationale et réforme sociale dans le contexte canadien

Ce qui ressort de ces écrits, ce sont des principes qui peuvent aider à guider le développement d'un projet démocratique populaire à l'échelle nationale au Canada, compte tenu de la question épineuse de la position complexe du pays. Premièrement, le Canada peut être considéré comme subordonné à l'État impérial et au capital américains. Cela ne signifie pas que l'État canadien et ses fractions dirigeantes du capital sont dominés ou opprimés par les États-Unis contre leur propre volonté, ni que ces acteurs canadiens sont incapables de poursuivre leurs propres intérêts impériaux. En effet, l'État canadien et ses fractions de classe dirigeante ont été des participants disposés à contribuer au projet de l'Empire américain à la fois au pays et à l'étranger, qu'il s'agisse de mettre en œuvre l'austérité néolibérale à l'intérieur du pays ou de promouvoir le libéralisme commercial par le biais de projets comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) à l'époque de l'hégémonie américaine de l'après-guerre froide. plus récemment, en rejoignant les États-Unis dans leur tentative de contenir et de concurrencer la République populaire de Chine sur les plans économique et géopolitique. Ce que cette subordination implique, c'est plutôt qu'il y a des limites à la réalisation de projets de réforme sociale intérieure ou à la poursuite d'une politique étrangère indépendante qui irait à l'encontre des intérêts impériaux américains. Néanmoins, cette subordination pourrait certainement prendre une forme plus coercitive au cours du second mandat de Trump si son gouvernement optait pour cette voie.

Deuxièmement, le Canada peut être considéré comme une nation oppressive à la fois sur le plan national, sous la forme de l'oppression nationale, et sur le plan international, sous la forme de l'impérialisme. Le projet colonial de peuplement en cours du Canada, centré sur la contestation et le déni des revendications territoriales autochtones afin d'accéder aux ressources naturelles par le biais de projets tels que les pipelines Trans-Mountain et Coastal GasLink, ainsi que son

administration de la vie autochtone par le biais de la Loi sur les Indiens paternaliste (1985), le placent dans une relation d'oppression nationale avec les nations autochtones. En même temps, l'histoire du Canada anglais, avec les Canadiens français en général et les Québécois francophones plus étroitement, constitue un deuxième axe d'oppression nationale intérieure. De même, d'un point de vue international, les élites politiques canadiennes ont participé activement à la promotion des intérêts de l'empire américain qui sont largement congruents avec les leurs dans des forums tels que l'Organisation des États américains (OEA), en plus de promouvoir les intérêts économiques des capitaux miniers et d'investissement canadiens en Amérique latine et en Afrique. Il y a un débat sur la façon d'analyser ou de nommer le rôle du Canada en tant que nation oppressive à l'étranger, mais certains chercheurs le décrivent comme un [impérialisme secondaire](#).

Par conséquent, l'élaboration d'un projet démocratique populaire renouvelé exigerait de concilier la dynamique combinée de subordination du Canada à l'Empire américain, d'oppression nationale interne et d'impérialisme à l'étranger avec les critères de réforme sociale et de réciprocité internationale de Marx et Engels. Dans ce contexte, il est important de souligner à nouveau l'argument selon lequel l'oppression nationale et l'impérialisme sont largement structurellement propulsés par des divisions de classe au sein des formations sociales. Tout le monde au Canada n'a pas bénéficié de la même manière de la subordination du pays aux impératifs de l'empire américain au cours des dernières décennies. En fait, cette position subalterne a surtout profité à différentes fractions du capital canadien ainsi qu'à des fractions du capital étranger qui exerçaient des activités au Canada. Cependant, les conséquences de cette subordination ont été très inégales pour les classes subordonnées d'un point de vue matériel et très préjudiciables d'un point de vue politique par rapport à la politique de gauche.

Bien que certains segments de la classe ouvrière canadienne aient parfois bénéficié des prix élevés des produits de base, d'autres, en particulier ceux associés au secteur manufacturier, ont été touchés négativement ou de manière négligeable. En outre, les salaires réels sont restés largement stagnants au cours des dernières décennies, avec une forte variabilité entre les secteurs. Il est important de noter que, lorsqu'il s'agit du poids politique et de l'orientation du travail, il est important de noter que les taux de syndicalisation dans le secteur privé ont considérablement diminué depuis le début des années 1980, en particulier chez les hommes, ce qui les a rendus plus ouverts aux discours réactionnaires et au recrutement par les partis conservateurs.

Compte tenu de cette dynamique, l'articulation d'un projet démocratique populaire centré sur la réforme sociale qui cherche à améliorer substantiellement les conditions sociales mettrait à l'épreuve le pouvoir des fractions canadiennes et étrangères du capital opérant au Canada. Il élargirait également la portée des réformes sociales et politiques ainsi que la base politique de la résistance à la subordination continue du Canada dans le giron impérial américain. En d'autres termes, il fournirait une coalition plus robuste de forces sociales désireuses et capables de résister à la domination coercitive proposée par Trump. La contestation des capitaux nationaux et étrangers à l'intérieur du pays donnerait également plus de marge de manœuvre pour élaborer une politique étrangère plus autonome, qui s'écarterait des priorités de l'empire américain ainsi que des intérêts impériaux du Canada. C'est là que les critères de la réforme sociale peuvent être liés à la réciprocité internationale, car la constitution d'une telle coalition nécessiterait des coalitions et des alliances fortes au niveau national et international.

Par exemple, soutenir les revendications d'autodétermination des Autochtones au sein du Canada conformément aux critères de réciprocité internationale mettrait également à l'épreuve les intérêts du capital minier et financier canadien. Toute possibilité de transformation sociale et politique sera sévèrement limitée tant que le capital canadien sera en mesure d'extraire des ressources naturelles sous le couvert du projet colonial de peuplement de l'État canadien. Le capital minier et financier canadien a joué un rôle central dans l'adoption de politiques néolibérales ainsi que dans

l'affaiblissement de la qualité et du fonctionnement de la démocratie libérale au niveau fédéral et dans toutes les provinces. La remise en question de ces fractions de capital à l'échelle nationale aurait également une incidence sur le rôle impérial du Canada, car ces groupes comprennent souvent les mêmes entreprises, ou ont des liens étroits avec elles, qui exercent leurs activités en Amérique latine et en Afrique. Cela donnerait lieu à une solidarité avec les nations autochtones situées au Canada ainsi qu'avec les mouvements sociaux d'Amérique latine et d'Afrique qui luttent contre ces fractions du capital canadien dans leur propre pays.

En termes de réciprocité internationale avec le Québec, les projets de réforme sociale substantielle dans la province nécessiteront également l'absorption de fractions du capital qui y opèrent ainsi que dans le reste du pays. Comme le soutiennent Andrea Levy et André Frappier, un tel projet impliquerait non seulement la transformation de l'État provincial québécois, mais aussi de l'État fédéral canadien. Le mouvement de libération nationale au Québec devrait regarder au-delà d'une perspective nationaliste étroite et se joindre aux forces politiques du reste du Canada ainsi qu'aux nations autochtones pour construire une alliance anti-impérialiste qui remettrait en question le rôle impérialiste de l'État canadien au pays et à l'étranger. De manière critique, comme le soulignent Frappier et Levy, une telle alliance devrait reposer sur une reconnaissance mutuelle du droit à l'autodétermination nationale.

Les projets démocratiques populaires et le contexte canadien

Historiquement, il y a eu des tentatives d'affirmer des conceptions démocratiques populaires de la nation, généralement présentées comme un nationalisme de gauche. Par exemple, dans son Manifeste de Regina de 1933, la Fédération du Commonwealth coopératif (FCC) a soutenu que son objectif était d'établir un Commonwealth coopératif qui permettrait « une véritable autonomie gouvernementale, fondée sur l'égalité économique ». Bien qu'il ait affirmé qu'il ne voulait pas interférer avec les « droits culturels » des minorités, il a également appelé à donner au gouvernement national plus de pouvoir pour contrôler le développement économique national. Cet accent mis sur la centralisation du pouvoir entre les mains du gouvernement fédéral et du développement économique a placé la CCF ainsi que son successeur, le NPD, dans une relation difficile avec l'aspiration des Québécois à l'autodétermination. De plus, les gouvernements provinciaux de la CCF et du NPD ont souvent poursuivi des programmes d'extraction des ressources et de modernisation économique qui ont favorisé le projet colonial de peuplement en relation avec les nations autochtones. Il suffit de regarder, par exemple, la confrontation entre le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique et les nations autochtones au sujet du projet de barrage hydroélectrique du site C qui a inondé leurs territoires traditionnels. On peut donc dire que la conception sociale-démocrate prédominante du nationalisme de gauche canadien a fait défaut en ce qui concerne la réciprocité internationale au Canada.

Lorsqu'il s'agit des critères de réforme sociale, les réalisations législatives des gouvernements de la CCF et du NPD au niveau provincial ne doivent pas être rejetées sommairement. En fait, c'est un gouvernement de la CCF de la Saskatchewan qui a mis sur pied le premier régime d'assurance-maladie public complet du pays en 1961, ce qui, bien sûr, a joué un rôle non négligeable dans l'adoption ultérieure de la Loi canadienne sur la santé par le gouvernement fédéral. Un autre exemple de réforme sociale importante est le gouvernement néo-démocrate de Dave Barrett en Colombie-Britannique (1972-1975) qui a accordé aux employés du secteur public tous les droits de négociation, augmenté le salaire minimum ainsi que les taux d'aide sociale, entre autres choses. Il est également important de se rappeler qu'il y a des membres du NPD partout au pays qui participent à des mouvements sociaux communautaires dans leurs communautés ainsi qu'à des syndicats. Cela dit, il n'est pas clair dans quelle mesure les sections fédérales du parti ou provinciales restent engagées dans un programme substantiel de réforme sociale qui mettrait considérablement à l'épreuve les intérêts des fractions canadiennes et étrangères du capital. À tout

le moins, il n'est pas controversé d'affirmer que le NPD s'est depuis longtemps écarté des engagements en faveur de la réforme sociale décrits dans le Manifeste de Regina de la CCF.

De plus, bien que Jagmeet Singh ait appelé à une réponse plus conflictuelle aux diverses menaces de Trump que celle offerte par le gouvernement fédéral jusqu'à présent, un premier ministre provincial du NPD a demandé au gouvernement fédéral d'augmenter ses dépenses militaires plus rapidement pour atteindre son objectif de l'OTAN dans le but d'apaiser le nouveau président. En somme, le NPD ne s'est pas trop différencié des autres partis politiques du Canada sur la façon de réagir à Trump. Compte tenu de cela et de la timidité des programmes législatifs de ses différentes sections à travers le pays, nous devons nous demander si le NPD, tel qu'il est actuellement constitué, serait disposé ou capable de développer et de diriger un projet démocratique populaire bénéficiant d'un large soutien pour faire face aux menaces posées par la nouvelle administration présidentielle américaine ainsi que pour faire face à de telles menaces telles que la catastrophe climatique en cours. L'inégalité croissante des revenus, ou la crise du logement au Canada et ailleurs.

Il y a eu plusieurs interventions historiques au sein du NPD qui ont cherché à l'orienter dans une dimension démocratique plus populaire. Peut-être que l'itération la plus significative du nationalisme de gauche au Canada anglais qui mérite d'être mentionnée a émergé avec le Waffle, la fraction de gauche organisée au sein du NPD qui a été formée à la fin des années 1960 et a duré jusque dans les années 1970. Fait important, le Waffle considérait le Canada comme étant sous la domination impériale des États-Unis. Son manifeste (1969) affirmait que : « La question majeure de notre époque n'est pas l'unité nationale mais la survie nationale, et la menace fondamentale est externe, et non interne. » Dans ce contexte, il soutenait que le socialisme était la seule voie pour poursuivre l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Empire américain. Le manifeste expliquait que « le nationalisme canadien est une force pertinente sur laquelle s'appuyer dans la mesure où il est anti-impérialiste ». De plus, le Waffle a reconnu haut et fort le droit du Québec à l'autodétermination, ce qui a mené à une confrontation avec la direction du parti.

En plus de son engagement déclaré à l'égard d'une réforme sociale substantielle, la reconnaissance par le Waffle du droit du Québec à l'autodétermination démontre qu'il est conscient de la nécessité d'intégrer la réciprocité internationale dans son projet « nationaliste de gauche » lorsqu'il s'agit de projets nationaux au Canada. Cependant, comme certains de ses propres dirigeants l'ont reconnu plus tard, il est resté largement silencieux lorsqu'il s'est agi des questions autochtones et a négligé la façon dont le Canada lui-même a pu être dominé économiquement par les États-Unis tout en contribuant et en bénéficiant du projet impérial américain à l'étranger, en particulier en Amérique latine. En d'autres termes, son anti-impérialisme était largement dirigé contre l'empire américain et présentait le Canada comme une victime de l'oppression sans tenir pleinement compte de la façon dont l'État canadien lui-même a participé à l'oppression nationale à l'échelle nationale par rapport aux nations autochtones et à l'impérialisme à l'étranger.

La New Politics Initiative (NPI) du début des années 2000 peut peut-être être considérée comme une deuxième tentative de faire évoluer le NPD dans une direction démocratique plus populaire. Contrairement à la Gaufre, le NPI n'a pas été conçu comme un projet nationaliste explicitement de gauche. Il s'agissait toutefois d'une tentative d'articuler une sorte de projet démocratique populaire. Dans le cadre du « processus de renouvellement » du NPD de cette période, les partisans du NPI cherchent à mettre fin à la dérive du NPD vers le centre. Le NPI a également cherché à exploiter la montée du mouvement anti-mondialisation naissant de l'époque pour le reconnecter avec les mouvements sociaux de base en mettant l'accent sur l'importance de « l'activisme pour le changement social et de la démocratie participative ». Il a promu un programme de réformes sociales qui, entre autres choses, promettait de réinvestir dans les services publics et de faire face au « pouvoir accru des entreprises ».

En ce qui a trait à la réciprocité internationale, l'IPN a été très directe dans la reconnaissance du droit du Québec à l'autodétermination ainsi que de son droit d'administrer ses propres programmes sociaux. En ce qui concerne l'autodétermination des Autochtones, l'un de ses documents de travail a fait référence à la nécessité d'obtenir « justice pour les Premières Nations », mais la question ne semblait pas être une priorité clé. De plus, ses documents étaient assez muets sur la question de l'impérialisme canadien. D'une manière qui était cohérente avec la politique anti-mondialisation de l'époque, il mettait l'accent sur le rôle des institutions intergouvernementales comme l'OMC et le FMI dans la promotion du « capitalisme d'entreprise mondial » tout en reconnaissant le rôle des États individuels dans leur établissement. Cependant, malgré l'appel à l'« internationalisme radical », il n'y a aucune mention spécifique du rôle de l'impérialisme canadien dans la promotion de ce programme ainsi que de ses activités impérialistes à l'étranger. En fin de compte, malgré tous les efforts de ses partisans, l'initiative du NPI a été rejetée par les délégués lors d'un congrès spécial du NPD en 2001.

Le fait que le NPD s'éloigne d'une réforme sociale substantielle et d'une réciprocité internationale suggère que, à lui seul, le parti ne s'engagera pas unilatéralement dans un projet démocratique populaire. De plus, les expériences du Waffle et de l'INP indiquent qu'essayer d'articuler un tel projet uniquement par l'intermédiaire du NPD en le transformant de l'intérieur se solderait probablement par une défaite. Néanmoins, un projet démocratique populaire, qu'il implique ou non la création d'une alternative politique au NPD, devrait trouver un moyen de s'engager de manière constructive avec le parti et, plus important encore, avec ses militants de base à travers le pays. Pour le meilleur ou pour le pire, le NPD demeure l'une des rares forces progressistes, avec les syndicats, à disposer d'une infrastructure organisationnelle pancanadienne.

Ces expériences passées soulèvent la question difficile de savoir à quoi pourrait ressembler concrètement un projet démocratique populaire dans la conjoncture actuelle et quelles premières mesures tangibles pourraient être prises pour construire un tel projet. Pour commencer, il pourrait être utile d'aborder ce qu'un tel projet pourrait être ou non. Il est préférable de concevoir un tel projet comme une orientation stratégique plutôt que comme un programme défini de politiques devant être mis en œuvre par un acteur politique prédéterminé (tel qu'un nouveau parti politique). Cette orientation pourrait servir de point de ralliement stratégique pour fédérer les progressistes et les socialistes à travers le pays, qui pourraient ensuite élaborer un projet commun visant à remettre en question les structures de pouvoir municipales, provinciales et nationales sur la base des principes directeurs de la réciprocité internationale et des réformes sociales substantielles. Il n'aurait pas besoin au départ de l'approbation formelle d'organisations entières, telles que les syndicats et les ONG, mais pour être viable, le projet devrait finalement attirer des militants de tous les mouvements sociaux, syndicats et partis politiques existants.

L'organisation d'une réunion ou d'une série de réunions centrées sur la construction d'un projet démocratique populaire à l'échelle nationale pourrait constituer un premier pas réalisable. Il y a un précédent relativement récent ici sous la forme des rencontres qui ont eu lieu à travers le pays en amont du Forum social des peuples à Ottawa en 2014 et qui a réuni des représentants de la gauche québécoise, de la gauche du Canada anglais et des nations autochtones. Pour être clair, ces rencontres n'ont pas abouti à l'articulation d'un projet de démocratie populaire pancanadien en termes de programme concret et d'institutions formelles pérennes. Cependant, la détérioration continue des conditions sociales, économiques et politiques au Canada ainsi que les menaces émanant des États-Unis depuis lors pourraient signifier qu'il y a plus d'appétit pour un projet aussi formel et durable. Les discussions sur la forme institutionnelle spécifique que devrait prendre un projet de démocratie populaire – par exemple, si un tel projet serait parlementaire en plus d'être extraparlementaire, ou s'il nécessiterait la création d'un nouveau parti politique – pourraient être débattues et décidées dans le cadre d'une telle initiative.

Conclusion

La gauche canadienne se trouve au bord du précipice : à moins qu'elle ne relève le défi de construire un projet démocratique populaire viable à l'échelle nationale, elle continuera de s'affaiblir face à des forces réactionnaires nationales et internationales de plus en plus puissantes. S'il opte pour la seconde, il ne pourra pas continuer à compter sur les protections juridiques formelles de la démocratie libérale, aussi limitées soient-elles, tant elles continuent d'être sapées. La réalité, c'est que bon nombre des fonctions de base du système politique canadien reposent sur des conventions non écrites, et que des normes intra-élites le rendent particulièrement vulnérable à une droite canadienne de plus en plus sans scrupules et autoritaire. Les conditions de la lutte des mouvements sociaux (protections juridiques, par exemple) au niveau local à travers le pays continueront donc à se détériorer, tout comme les conditions sociales, politiques et économiques continueront de se détériorer. De plus, le Canada serait ainsi rendu de plus en plus vulnérable au genre de menaces lancées par Trump ces derniers mois.

L'idée de construire un nouveau projet de démocratie populaire à l'échelle nationale peut susciter une certaine réticence chez les progressistes et les socialistes canadiens, pour qui elle pourrait évoquer des formes plus réactionnaires de nationalisme qui sont liées au projet colonial de peuplement du pays. Cependant, il n'est pas nécessaire qu'un projet démocratique populaire soit conçu comme un projet nationaliste d'une manière qui répète les erreurs du passé, ni qu'il s'attaque à des symboles nationaux existants qui sont exclusifs ou compromis de manière globale. Un projet démocratique populaire guidé par la réforme sociale et la réciprocité internationale peut s'aligner sur les revendications d'autodétermination nationale des Québécois et des Autochtones, tout comme il peut être anti-impérialiste. Un tel projet peut et doit être aligné sur les valeurs socialistes.

Marcel Nelson est professeur de sciences politiques au Collège Sheridan, en Ontario.

Marcel Nelson

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Repondre-a-Donald-Trump-par-un-projet-democratique-populaire-pour-le-Canada-Un>

2 février 2025 | tiré de [Canadian Dimension](#) |